

États-Unis : Biden élu, les prochains combats de la gauche

vendredi 15 janvier 2021, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2021).

Sommaire

- [Un contexte institutionnel](#)
- [Le caucus « progressiste »](#)
- [« Restauration » ou « reconstr](#)
- [Les enjeux de la politique](#)
- [Des revendications transitoire](#)
- [Résister avec audace](#)

Maintenant que l'ère Biden est commencée, les débats au sein de la gauche états-unienne évoluent. Comme on le sait, il y a deux grandes familles de pensée. Pour les uns, il faut combattre la menace fasciste en travaillant à unir toutes les forces politiques et sociales et constituer une sorte de « front populaire » à saveur d'aujourd'hui [1]. Concrètement, ceci veut dire œuvrer sur la scène politique au sein du Parti démocrate, en essayant de le pousser vers des positions plus progressistes.

Pour les autres, le dispositif du pouvoir aux États-Unis repose sur une fausse alternance (démocrates versus républicains), dont des structures « fondamentales » orientées vers une défense inconditionnelle du capitalisme et de l'impérialisme. Il est alors dangereux de trop dépendre du Parti démocrate et de miser trop exclusivement sur le travail de la gauche dans les interventions institutionnelles. Dans une certaine mesure, ce débat n'est pas unique aux États-Unis. C'est un peu l'éternelle discussion entre le « parti des urnes » et le « parti de la rue » [2].

Un contexte institutionnel particulièrement difficile

Aux États-Unis cependant, cette discussion a lieu dans un environnement particulièrement difficile. Si l'idée d'une présence dans le vaste édifice institutionnel des États-Unis est généralement acceptée avec d'importantes nuances entre les diverses tendances, elle se trouve confrontée à la monopolisation des places par un système conçu au départ pour exclure les dissidents de gauche. Depuis une bonne centaine d'années, la gauche n'a pu élaborer un projet d'envergure sur ses propres bases, hormis deux courtes périodes, avec Eugene Debs et le Parti socialiste au début des années 1920 et plus tard à la fin des années 1940, avec le Parti progressiste, sous l'influence du Parti communiste [3].

Les choses ont commencé à bouger dans les deux dernières décennies. Bernie Sanders élu comme « indépendant » (avec l'appui des démocrates toutefois) a été un point ralliement, surtout après la crise financière de 2008 et l'essor du mouvement Occupy Wall Street. Les Democratic Socialists of America (DSA) ont mis en place des collectifs actifs, surtout dans les grandes villes des côtes ouest et est, agissant à travers les structures locales du Parti démocrate. La percée finalement est survenue en 2016 avec l'élection à la chambre des représentants d'Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ayanna Pressley (Massachusetts), Rashida Tlaib (Michigan) et Ilhan Omar (Minnesota). Lors

des élections de novembre dernier, Cori Bush (Missouri) et Jamaal Bowmance (New York) ont été également élus sous la bannière démocrate tout en étant identifiés aux DSA. Il y a eu également l'élection d'une quarantaine de militants-es de DSA dans les États, tous sous la bannière démocrate [4].

Le caucus « progressiste »

Si les camarades des DSA constituent encore un groupe parlementaire restreint, ils agissent au sein d'une faction du Parti démocrate plus large qui porte le nom de « Congressional Progressive Caucus (CPC) ». On y trouve présentement 94 membres de la Chambre des représentants (sur un total de 441) et un seul sénateur, Bernard Sanders (sur un total de 100) [5]. Le CPC n'est pas un groupe homogène. En fait, la majorité de ses membres sont pour la plupart attachés à des causes particulières (droits des Afro-Américains, des gais et LGTPQ, de l'écologie, pour les droits des femmes, etc.). Le caucus s'est évidemment affiché dans plusieurs batailles contre Donald Trump. À l'intérieur du Parti démocrate, il promeut un programme d'assurance maladie universel, l'augmentation du salaire minimum à l'échelle de tout le pays, des réductions des budgets militaires et des prisons et une politique environnementale plus active accompagnée de mesures strictes de contrôle du secteur énergétique. Présidé par Pramila Jayapal (Washington State) qui a été pendant longtemps une militante pour les droits des immigrants à Seattle, les membres du CPC, avec l'appui de plusieurs mouvements populaires et syndicats, veulent relancer l'action législative autour d'un « Agenda pour le peuple » qui inclut un bouquet d'initiatives d'urgence pour faire face à la COVID et ses impacts économiques. Depuis le début de la transition préparée par Joe Biden, le caucus progressiste a été plutôt critique face aux nominations aux postes clés de son administration (secrétaire d'État, finance, armée et CIA), qui proviennent pour la grande majorité des réseaux liés aux grandes entreprises ou à l'appareil sécuritaire.

« Restauration » ou « reconstruction »

Les alignements qui se confirment au sein de l'équipe Biden indiquent une nette volonté d'« assainir » la situation assombrie par les dernières manœuvres de Donald Trump. Il est certain que l'émeute au Congrès le 6 janvier dernier a causé un choc, bien qu'il soit abusif, comme l'a dit Biden, de décrire ces événements comme une tentative d'« insurrection ». Le côté « bouffon » de la manifestation de la droite n'indiquait pas que cela devait aboutir à une « prise du pouvoir », nonobstant les rêves délirants d'une frange de l'extrême droite. Cela serait cependant une erreur de minimiser ce qui doit être compris dans une trame élaborée depuis plusieurs années par la droite et l'extrême droite. Cette « guerre de position » en effet a été relancée au début des années 2000 avec les néoconservateurs autour du duo Bush-Cheney, venant de puissants « think tanks (dont le Projet for a New American Century) et de mouvements de masse organisés contre les droits reproductifs, le mariage gai, les restrictions aux industries fossiles, l'action positive en faveur des minorités, etc.). Les réseaux évangéliques, les médias de droite les plus militants (Fox News) et les appareils très efficaces d'organisation politique (dont ceux animés par Steve Bannon) se sont renforcés, grâce notamment aux très généreuses dotations venant du monde corporatif, dont la famille Koch [6].

Selon Katrina Vanden Heuvel, éditrice du journal The Nation (et conseillère du CPC), Biden pense prendre de court les républicains désarçonnés par la défaite de Trump et en fait forcer l'appareil (des élus et de leur énorme armée d'experts) de se détacher du sulfureux ex-président. « L'équipe Biden insiste sur la nécessité de restaurer les institutions, et non les réformer, comme si ces institutions avant Trump étaient légitimes » [7]. Ceci implique de garder intactes plusieurs des politiques promues par l'ancienne administration et même sous Obama, Bush et Clinton. La

journaliste bien connue insiste également sur le fait que Biden, lorsqu'il était au Sénat, s'est généralement rangé derrière les politiques conservatrices, comme lors de la crise financière de 2007-08 (lorsqu'Obama a préféré rescaper Wall Street au lieu de procéder à un nettoyage en profondeur de l'économie « casino »). Biden était également un fervent partisan de l'augmentation effrénée des budgets militaires et des guerres « sans fin » lancées par les États-Unis au Moyen-Orient. Vanden Heuvel espère que le Progressive Caucus sera en mesure d'exercer davantage d'influence dans le contexte d'une nouvelle initiative animée par les nouveaux élus Barbara Lee et Mark Pocan pour réduire le budget militaire surdimensionné et redémarrer les négociations pour la réduction des armes nucléaires.

Les enjeux de la politique extérieure

Cette tendance au sein de l'équipe Biden semble exclure en gros l'idée d'une « reconstruction », qui viserait à réinventer des politiques et des institutions qui permettraient une relance basée sur une lutte contre les inégalités (démultipliées par des années de cadeaux fiscaux pour le 1 %), le lancement d'un véritable plan vert, la réduction massive des budgets de la police, l'élaboration d'une politique extérieure axée sur le multilatéralisme et la réduction des armements. Sur ce dernier point, les attentes sont immenses, peut-être encore plus à l'extérieur des États-Unis, même si Trump a jusqu'à un certain point lié les enjeux nationaux et internationaux, essentiellement pour recréer une sorte de nouvelle Guerre froide, si ce n'est qu'au niveau rhétorique.

Selon John Feffer de l'Institute for Policy Studies (IPS) de Washington, les alliés et adversaires des États-Unis espèrent un peu plus de cohérence [8]. « Le problème avec Trump s'apparentait à des problèmes de dysfonctionnement personnel. Il a fait un virage à 180 degrés sur des dossiers importants comme l'Iran et Cuba. Il a renoncé à plusieurs accords internationaux, y compris des traités de libre-échange. Jusqu'à récemment, il a nié toute obligation des États-Unis dans la gestion de la crise de la COVID. Il n'était tout simplement pas fiable ». Sur des questions stratégiques de grande importance, Trump a été intraitable sur les traités pour limiter les armes nucléaires. Feffer espère que sous Biden, il y aura quelques changements, dont le retour à l'Accord de Paris, la reprise des discussions pour un traité de libre-échange transpacifique, etc. Cependant, sur des questions essentielles, on doit s'attendre à la continuité. Il y a un profond consensus bipartisan sur la nécessité de maintenir les États-Unis dans leur position de suprématie au niveau stratégique. « Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'État sous le démocrate Clinton, disait que les États-Unis devaient rester la puissance indispensable ». De là, les néoconservateurs avec Bush, après le démantèlement de l'Union soviétique, sont allés plus loin en voyant les États-Unis comme la seule superpuissance. Biden voudrait un peu revenir à cela sans le côté erratique et sulfureux de Trump.

En clair, les États-Unis vont continuer non seulement à produire de plus en plus d'armements (y compris nucléaires), mais à être le principal fournisseur d'armes dans le monde, ce qui facilite leurs interventions dans presque tous les conflits via des alliés privilégiés, tels l'Arabie saoudite et Israël. Selon Vanden Heuvel, le CPC aura à mener de dures batailles sur toutes ces questions. De plus, et c'est un fait d'une extrême importance, l'administration Biden va continuer à confronter la Chine là où elle le peut, dans l'économie bien sûr, mais aussi sur les questions stratégiques où la Chine est plus fragile (Taiwan, le Tibet, les ouïghours). Pour l'Empire, cette lutte présentée comme la défense de la démocratie sinon de la « civilisation » occidentale est incontournable, dans la vision de l'establishment états-unien pour une fois sur la même longueur d'onde, et pour qui seule la Chine peut représenter un obstacle à l'hégémonie américaine dans le monde.

Des revendications transitoires

Terminons par le début et voyons ce qui attend nos camarades états-uniens. Il faudrait être naïf ou malhonnête de penser que la situation va s'améliorer rapidement. Trump va rester dans l'ombre, surtout si la procédure d'impeachment le sanctionne symboliquement (ce qui va prendre quelques mois). La droite et même l'extrême droite ne vont pas reculer en espérant profiter de l'insatisfaction probable face au gouvernement Biden. Ils vont surenchérir sur les thèmes racistes. Entretemps, l'équipe Biden va tenter d'amadouer le centre droit. C'était depuis les années 1970 — et cela reste — la stratégie démocrate.

« La gauche doit vaincre le trumpisme, ce qui va bien au-delà du départ de Trump, dont le projet fondamental, ne l'oublions pas, était la défense du néolibéralisme », selon Cindy Weisner, la coordonnatrice nationale de la coalition Grassroots Global Justice Alliance (GGJA) [9]. Elle estime que l'irruption suscitée par la mouvance Black Lives Matter constitue la plus importante mobilisation de masse dans l'histoire des États-Unis : « en liant ensemble la lutte contre le racisme, contre Trump et contre les immenses inégalités sociales, ce mouvement a franchi plusieurs lignes rouges ». Elle souligne à cet effet que la défaite de Trump a été due en grande partie à la mobilisation sans précédent des communautés afro-américaines et latinos, souvent sous l'impulsion d'une nouvelle génération de jeunes femmes. C'est à la base que cela s'est fait via le « tissu communautaire ».

Cindy Weisner, comme de nombreuses personnes qui forment le noyau « dur » des mouvements populaires, ne croit pas à l'inutilité des actions parlementaires, à condition que « celles-ci puissent mettre de l'avant des revendications transitoires, telle la diminution du budget militaire et des pratiques (in) dignes d'un État policier en matière d'immigration. Les revendications immédiates, urgentes, doivent influencer l'agenda de nos politiciens progressistes, tels le rétablissement du filet de sécurité sociale, le gel des loyers et du remboursement des dettes étudiantes. Il faut aussi se battre contre les pratiques impérialistes des États-Unis dans le monde. Nous devons briser cette vision binaire entre luttes locales et luttes internationales. « Ce sont les mêmes enjeux ».

Résister avec audace

Il faut s'opposer, ajoute Weisner, à ce qui se présente pour Biden et les grands médias, comme des appels au « calme », à la restauration de « l'ordre » : c'est pensé pour stopper la mobilisation populaire, démobiliser les gens et empêcher la mise en place d'un front antifasciste par le bas, dans les communautés et parmi les gens les plus touchés par la crise. « Nous devons être visionnaires, nous devons être audacieux ».

Selon le collectif de DSA à Santa Cruz (Californie), la gauche doit défendre les « formes limitées de démocratie qui existent dans ce pays, aussi creuses et compromises soient-elles, mais sans les fétichiser. Nous avons besoin de construire des formes de démocratie plus solides et authentiques, ce qui implique de transformer ces institutions, et dans certains cas, de les abolir » [10].

Pierre Beaudet

P.-S.

- Les Nouveaux Cahiers du socialisme. 14 janvier 2021. : <https://www.cahiersdusocialisme.org/etats-unis-les-prochains-combats-de-la-gauche/>
-

Notes

[1] La référence historique est celle des alliances entre partis de gauche et de centre au moment de la montée du fascisme dans les années 1930. En France et en Espagne, des « fronts populaires » ont gouverné pendant quelques années avant leur effacement à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Dans d'autres pays capitalistes et notamment aux États-Unis, la gauche s'est rangée derrière le Parti démocrate et le « New Deal » mis de l'avant par le président Franklin Delano Roosevelt (FDR).

[2] La question de trouver un « équilibre » entre, d'une part, la difficile lutte à l'intérieur des institutions (l'intuition de Gramsci) et d'autre part, la confrontation anti-systémique, qui implique de transgresser règles et normes construites par l'État capitaliste. Pour le moment, chacune à sa manière, les gauches cherchent, explorent, tout en étant confinées, la plupart du temps, à une position de faiblesse.

[3] Le militant syndical Eugene Debs (1855-1926), condamné à la prison plusieurs fois, obtint en tant que candidat présidentiel près d'un million de voix en 1920. Dans les années 1940, le PC, alors au sommet de son influence avec l'appui des syndicats militants, s'est joint à la gauche du Parti démocrate, marginalisée par le virage à droite du Parti démocrate. Cette tentative fut un échec catastrophique qui mit en marge les tentatives de créer une « troisième force » pendant de longues décennies, ce qui fait que les gauches, tant les « modérés » que les « radicaux » sont restées des sectes. Il a fallu attendre les années 1990 et 2000 pour que la gauche renaisse à travers les luttes populaires (Occupy, BLM) et l'essor d'un courant progressiste autour de Bernard Sanders.

[4] Plus de 7 000 personnes sont élues dans les assemblées et sénats des États. Les DSA sont en montée dans certains États (New York State notamment), mais comptent pour à peine 0,5 % des élus.

[5] Ce qui représente un peu plus de 6 % des élus-es au Congrès.

[6] Les Koch possèdent le deuxième plus grand groupe industriel aux États-Unis (Koch Industries) avec des investissements énormes dans le pétrole, les produits chimiques, la finance, l'agro-industrie, etc.

[7] Intervention lors d'un débat organisé par l'Institute of Policy Studies le 12 janvier dernier.

[8] Intervention lors d'un débat organisé par l'Institute of Policy Studies le 12 janvier dernier.

[9] Cette coalition formellement constituée en 2005 regroupe des organisations populaires et syndicales engagées dans les combats de l'altermondialisme aux États-Unis et dans le monde : <https://ggjalliance.org>.

[10] Santa Cruz Left, Seven theses on the post-trump right and DSA's role in the fight ahead", 9 janvier 2021, <https://dsasantacruz.org/articles/the-post-trump-right>